



Déclaration des élu-e-s PLP CGT-Educ'action CAPA du 16 juin 2015 : Mouvement intra-académique

Nous pouvons constater que le document jaune (projet d'affectation) a un peu gagné en épaisseur. Il faut dire que quinze années de politique de droite « décomplexée » nous avaient fait atteindre un seuil critique. A ce titre, on peut qualifier les années Sarkozy d'« années noires » pour l'école : le discours ambiant de déconsidération des enseignants et les mesures d'économie drastiques ont ravagé nos conditions de travail. La suppression des IUFM privait les stagiaires de toute formation et les parachutait 18 heures devant élèves. Les suppressions de poste achevaient de paralyser le mouvement.

Cependant, il n'y pas de quoi non plus se réjouir tout à fait. La mise en place du bac pro 3 ans sous la droite « décomplexée », conjuguée avec les politiques d'austérité également menées par la « gauche complexée » conduit à la raréfaction des postes de PLP sur une durée très longue.

310 candidats ont participé au Mouvement intra-académique, 199 sont mutés. Cependant, il faut s'interroger sur le nombre réel de candidats « satisfaits ». 53 seulement obtiennent leur premier vœu (soit 25%). 24 personnes sont affectées en extension, ce qui représente 12% de l'ensemble des mutations. 45 collègues sont affectés en zone de remplacement, dont 20 qui ne l'ont pas choisi.

Prenons le cas parlant de la discipline **Lettres-histoire**. Sur les 56 candidats, 34 faisaient des vœux dans le 06. Il n'y a que 5 affectations sur poste fixe dans les Alpes-maritimes dont 2 à Valdeblore que personne ne demande (l'un en extension, l'autre avec le vœu département). 3 sont affectés sur des Zones de Remplacement dans les Alpes-maritimes en extension, ou en rang 17 ou 20. Donc sur 34 personnes, il n'y a que 3 personnes qui sont satisfaites !

Nous pouvons faire le lien avec la liste des supports réservés pour les stagiaires. 15 des 16 supports, en Lettres-Histoire, sont dans les Alpes-maritimes. On y retrouve l'équivalent d'au moins 5 postes qui ont « manqué » au Mouvement. Certes, nous comprenons le choix qui consiste à rapprocher les stagiaires de leur lieu de formation mais alors, comme dans d'autres disciplines, et pour plus d'équilibre, nous demandons que soit ré-ouvert un centre de formation dans le Var. Ce qui aurait pour conséquence de proposer, au mouvement, des postes vacants dans les 2 départements.

Comme chaque année, nous déplorons la **situation des TZR**. Quand un TZR demande un poste fixe, il ne l'obtient que très rarement. Par exemple, en Lettres-histoire, 13 demandent un poste fixe et seulement 2 l'obtiennent. En Génie-mécanique construction, sur les 6 candidats à la mutation, 5 sont des TZR et 1 seul

obtient un poste fixe. En P4200 Génie mécanique productique, les 3 candidats sont des TZR, on compte une seule mutation... sur une autre zone de remplacement. Comment souhaiter la bienvenue aux nombreux entrants qui arrivent sur des zones de remplacement quand on sait ce qui les attend ? Les 5 collègues entrants de **Lettres-anglais** affectés en zone de remplacement (en extension en plus) ? Les 4 collègues entrants d'**Arts appliqués** ?

Enfin, pour la troisième année consécutive, nous nous inquiétons de la multiplication du nombre de demandes de bonification au titre du **handicap**. Cette année, on compte 41 demandes !

C'est le signe d'une grande souffrance au travail liée à des conditions d'enseignement toujours plus difficiles. Mais ne faut-il pas y voir aussi des tentatives désespérées d'obtenir une mutation dans des disciplines où l'on ne crée pas de poste alors que les heures existent. En effet, il nous faut redire que très souvent ni les DGH, ni les TRMD ne sont satisfaisants : là où il faudrait créer des postes, elles abondent en HSA au mépris parfois des plus élémentaires nécessités pédagogiques. Au LP Les Côteaux, la discipline éco-gestion cumule depuis des années presque 50 HSA ! C'est quasiment 3 postes.

D'ailleurs, en P8013 (Eco gestion commerce et vente), sur les 35 candidats à la mutation, on trouve 7 demandes de bonification médicale, soit 1 candidat sur 5 ! Il est temps de créer des postes.

En conclusion, nous constatons que les moyens octroyés sont loin d'être à la hauteur des beaux discours officiels qui mettent l'Education au cœur des préoccupations nationales. Du collège au Lycée professionnel, nous ne demandons rien de plus que des conditions d'enseignement dignes de nos élèves.